



## **CONVENTION AVEC LES OCCUPANTS DES CARRELETS DE LA DIGUE DU BAS-MEDOC SECTION 2 SECTEUR « LISTRAN PASSE DE MONDESIR » JAU DIGNAC ET LOIRAC**

### **ENTRE**

Monsieur Sylvain DUCOURNEAU, titulaire d'une AOT n°80.692 au PK 80 699  
Elisant domicile 16, Chemin de Loirac, à JAU-DIGNAC-ET-LOIRAC (33 590),  
ci-après désignée, l'occupant

### **ET**

La Communauté de Communes MEDOC ATLANTIQUE  
Située au 9, rue du Maréchal d'Ornano 33780 SOULAC SUR MER  
Représentée par son président, Xavier PINTAT, habilité aux fins des présentes.

ci-après désignée, la Communauté de Communes

### **Préambule**

Dans le cadre des travaux de gros entretien de la digue du Bas-Médoc, la Communauté de Communes Médoc Atlantique réalise à compter de septembre 2022 des travaux de remise en état de la section 2 de la digue des Mattes du Bas-Médoc sur un tronçon du secteur dit de « Listran passe de Mondésir » sur le territoire de la commune de Jau Dignac et Loirac. Or, sur ce tronçon de digue, il a été constaté la présence d'un carrelet sur le domaine public fluvial dont l'occupant est titulaire d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public délivrée par le Grand Port Maritime de Bordeaux.

Compte tenu que les travaux nécessitent le démontage de la passerelle d'accès et de la terrasse associée aux carrelets et afin d'éviter tout retard dans les travaux et de prévenir d'éventuelles difficultés d'exécution, les parties ont décidé de se rapprocher de sorte à éviter tout contentieux ultérieur. Ainsi, dans le but de concilier l'impératif de sécurité publique lié aux travaux de protection contre les inondations et la préservation d'une pratique et d'un patrimoine vernaculaire médocain que sont les carrelets, la présente convention détermine les modalités de réalisation du chantier et le rôle des parties au droit de l'implantation des carrelets.

Il est convenu ce qui suit :

### **ARTICLE 1er : OBJET**

La présente convention détermine les modalités de réalisation du chantier de remise en état de la digue des Mattes du Bas-Médoc au niveau du secteur de « Listran passe de Mondésir » et les droits et obligations de chacune des parties lors de l'exécution des travaux puis lors de la remise en état des passerelles d'accès aux carrelets.

## **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**

Dans le cadre des travaux de la digue du Bas Médoc sur le secteur de « Listran passe de Mondésir », l'entreprise de travaux mandatée par la Communauté de Communes prendra toutes les mesures raisonnablement envisageables pour éviter la ruine du carrelot dont la passerelle d'accès et la terrasse prennent appui sur la digue.

Pour ce faire, il est prévu de réaliser les travaux de sécurisation pour assurer la stabilité de la plateforme :

- Pose de croix de Saint André entre les pieux de la plateforme,
- Apport d'enrochements en pied de plateforme pour stabiliser les fondations des pieux de la plateforme (si cela est rendu nécessaire),
- Elingage éventuel depuis les berges.

Par ailleurs, l'entreprise en charge des travaux assurera le démontage de la passerelle d'accès et de la terrasse à la plateforme sauf si le propriétaire souhaite s'occuper personnellement du démontage de ces éléments. Une confirmation écrite sera exigée de la part du propriétaire sur son engagement à démonter seul sa passerelle et/ou la terrasse attenante.

## **ARTICLE 3 : FINANCEMENT DES FOURNITURES NECESSAIRES A LA RECONSTRUCTION**

La Communauté de Communes s'engage à assumer au profit de l'occupant du carrelot le remboursement des fournitures nécessaires à la reconstruction de la passerelle d'accès sur présentation des factures correspondantes acquittées, dans la limite maximale de 1 500 €.

## **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DES OCCUPANTS DE CARRELETS**

L'occupant du carrelot s'engage à effectuer toute diligence pour faciliter la réalisation des travaux de réfection de la digue, y compris l'autorisation d'accès à son carrelot. L'occupant de procédera à la reconstruction des éléments démontés du carrelot depuis la crête de digue, conformément aux conditions de son titre d'occupation du domaine public fluvial et en s'assurant obligatoirement que la mise en œuvre des fondations des pieux n'altère pas la stabilité du rampant fluvial de la digue remise en état. Lors de la reconstruction des éléments démontés, l'occupant devra impérativement informer par courriel au moins 10 jours avant le commencement des travaux le service GEMAPI de la Communauté de Communes ([gemapi.digues@ccmedocatlantique.fr](mailto:gemapi.digues@ccmedocatlantique.fr)) de son intention de commencement et de ses choix techniques quant à la mise en œuvre des fondations des pieux de la passerelle.

## **ARTICLE 4 : RENONCIATION A RECOURS**

Au regard des stipulations de son titre d'occupation précaire et révocable du domaine public fluvial, l'occupant renonce à tout recours présent ou à venir à l'encontre de la Communauté de Communes à raison de la réalisation des travaux de réfection de digue au droit de son carrelot.

## **ARTICLE 5 : LITIGE**

En cas de litige entre les deux parties à la présente convention, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à Soulac sur Mer en deux exemplaires, le

Pour l'occupant,

Pour la Communauté de Communes Médoc Atlantique  
Le Président,

Sylvain DUCOURNEAU



Xavier PINTAT  
Maire de Soulac-sur-Mer  
Membre Honoraire du Parlement